

des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 93^{quater} de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

Art. 4. Durant la période d'absence, le membre du personnel se trouve dans une situation administrative semblable à celle du membre du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat bénéficiant de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux congés pour les absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, de centres de formation de l'Etat et des services d'inspection.

Art. 5. À la demande du membre du personnel et moyennant préavis d'un mois, il peut, avec l'accord du pouvoir organisateur, être mis fin avant son expiration à une période d'absence en cours.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celle au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. Nos Ministres qui ont l'Education nationale dans leur compétence, sont chargés chacun en ce qui leur concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de la Communauté flamande
et adjoint à l'Education nationale.

G. GLENS

Le Ministre de l'Education nationale,

Th. BUSQUIN

is en voldoet aan de voorwaarden gesteld om het genot te hebben van kinderbijslag bij toepassing van artikel 47 van de samengevoerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders of van artikel 93^{quater} van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 bedoeld bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kinderbijslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekende arbeiders.

Art. 4. Tijdens de duur van de afwezigheid bevindt het personeelslid zich in een administratieve toestand die gelijkaardig is aan die van het personeelslid van de riks-psychomédisch-sociale centra, dat onder toepassing valt van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de Riks-psychomédisch-sociale centra, de Rijksvormingscentra en de inspectiediensten.

Art. 5. Op verzoek van het personeelslid en met inachtneming van een aanzeggingstermijn van één maand, kan voor het verstreken ervan met het akkoord van de inrichtende macht een einde worden gemaakt aan een aan de gang zijnde periode van afwezigheid.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die, gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Ministers die Nationale Opvoeding onder hun bevoegdheid hebben, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap
en adjunct voor Nationale Opvoeding,

G. GLENS

De Minister van Nationale Opvoeding,

Th. BUSQUIN

F. 81 — 985

11 JUIN 1981. — Arrêté royal relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les Offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'article 50 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment les articles 23 à 26;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgente nécessité de permettre aux membres du personnel subventionnés des centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés d'obtenir

N. 81 — 985

11 JUNI 1981. — Koninklijk besluit betreffende het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen van de personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op artikel 50 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de Riks-psychomédisch-sociale centra, de Rijksvormingscentra en de inspectiediensten, inzonderheid op de artikelen 23 tot 26;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de hoogdringendheid aan de gesubsidieerde personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering toe te laten be-

certaines facilités afin d'exercer leurs fonctions par prestations réduites dans les mêmes conditions que les membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale, de Notre Ministre de la Communauté Flamande et Adjoint à l'Education nationale, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont applicables au membre du personnel subventionnés, nommé à titre définitif des établissements subventionnés par l'Etat, conformément à la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux.

Art. 2. Pour des raisons sociales ou familiales, le pouvoir organisateur peut autoriser le membre du personnel visé à l'article 1er du présent arrêté à exercer ses fonctions par prestations réduites, sauf si cette mesure n'est pas compatible avec les exigences du bon fonctionnement du centre ou de l'Office.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle autorisation est tenu d'accomplir, chaque semaine de prestations qui sont normalement prévues pour l'exercice de sa fonction, la moitié de la durée de ces prestations. Pendant son absence, il ne peut exercer aucune occupation lucrative.

Art. 3. L'autorisation visée à l'article 2 est accordée pour une période de 12 mois au maximum. Des prorogations peuvent toutefois être accordées pour des périodes de même durée si des raisons de même ordre subsistent et si la mesure est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du centre ou de l'Office.

Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduire au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

Art. 4. Pendant la durée des prestations réduites, effectuées par le membre du personnel en application des articles 2 et 3 du présent arrêté, ses périodes d'absence sont considérées comme congé non rémunéré et assimilées à une période d'activité de service.

Le nombre de jours de congé pouvant être accordé pour maladie ou infirmité au membre du personnel, conformément aux dispositions applicables au personnel des centres P.M.S. de l'Etat, est toutefois réduit de moitié pendant la période de prestations réduites en cours.

Pendant la période de prestations réduites, les jours d'absence pour maladie ou infirmité du membre du personnel sont admissibles à concurrence de la moitié de leur nombre et le membre du personnel continue à bénéficier du traitement auquel il a droit compte tenu de ses prestations réduites.

Le congé pour maladie ou infirmité ou la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité ne signifie pas qu'il est mis fin au régime des prestations réduites.

Art. 5. Moyennant préavis d'un mois, il peut être mis fin avant son expiration à un congé pour prestations réduites, à l'initiative soit du pouvoir organisateur, soit du membre du personnel intéressé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication au Moniteur belge.

Art. 7. Nos Ministres qui ont l'Education nationale dans leur compétence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de la Communauté flamande
et adjoint à l'Education nationale,

G. GEENS

Le Ministre de l'Education nationale,

Ph. BUSQUIN

paalde faciliteiten te krijgen om hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, in dezelfde omstandigheden als dit voor de personeelsleden van de riks-psycho-medisch-sociale centra het geval is;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding, van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Adjunct voor Nationale Opvoeding, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de vastbenoemde gesubsidieerde personeelsleden van de inrichtingen gesubsidieerd door de Staat overeenkomstig de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 2. De Inrichtende Macht, kan, om sociale of familiale redenen, het in artikel 1, van dit besluit bedoelde personeelslid toe staan zijn ambt uit te oefenen met verminderde prestaties, tenzij die maatregel niet kan worden overeengebracht met de eisen van de goede werking van het centrum of de dienst.

Het personeelslid dat een dergelijke toestemming bekomt is ertoe gehouden elke week de helft van de duur van de volledige prestaties die normaal voor het door hem uitgeoefende ambt bepaald zijn, te volbrengen. Tijdens zijn afwezigheid mag hij geen winstgevende bedrijvigheid uitoefenen.

Art. 3. De hierboven bedoelde toestemming wordt verleend voor een periode van maximum twaalf maanden. Nochtans kunnen verlengingen worden toegestaan voor periodes van dezelfde duur indien gelijkaardige redenen blijven bestaan en indien de maatregel kan worden overeengebracht met de eisen van de goede werking van het centrum of de dienst.

Voor elke verlenging moet het betrokken personeelslid een aanvraag doen en deze tenminste één maand vóór het verstrijken van het aan gang zijnde verlof indienen.

Art. 4. Gedurende de verminderde prestaties die het personeelslid volbrengt bij toepassing van de artikelen 2 en 3 van dit besluit, worden zijn afwezigheidsperiodes beschouwd als onbezoldigd verlof, gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het aantal verlofdagen dat wegens ziekte of gebrekbaarheid aan het personeelslid kan toegestaan worden, overeenkomstig de beschikkingen van toepassing op het personeel van de riks-P.M.S.-centra, wordt echter gedurende de lopende periode van verminderde prestaties tot de helft verminderd.

Gedurende de periode van verminderde prestaties worden de dagen afwezigheid wegens ziekte of gebrekbaarheid van het personeelslid ten behoeve van de helft van hun aantal in aanmerking genomen, en het personeelslid blijft de wedde ontvangen waar het recht op heeft, gelet op zijn verminderde prestaties.

Het verlof wegens ziekte of gebrekbaarheid of de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekbaarheid betekent niet dat er een einde wordt gesteld aan het stelsel van de verminderde prestaties.

Art. 5. Mits een opzegging van één maand, kan een einde worden gemaakt aan een verlof voor verminderde prestaties vóór het verstrijken van dit verlof. Die opzegging kan gedaan worden door de Inrichtende Macht of door het betrokken personeelslid.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die, gedurende welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Ministers die Nationale Opvoeding onder hun bevoegdheid hebben zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap
en Adjunct voor Nationale Opvoeding,

G. GEENS

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUIN